

De la dimension politique des catastrophes naturelles

Par Jacques Amalric

Journaliste

Libération du jeudi 20 octobre 2005



Les catastrophes naturelles sont aussi des événements politiques. Mais des événements difficiles à décrypter dans l'immédiat. Ainsi, bien peu d'observateurs avaient prévu que les inondations qui ont ravagé l'Allemagne en 2002 allaient permettre à un chancelier Schröder, déjà affaibli par son inaction politique, de remporter un second mandat. Ce fut pourtant le cas : l'activisme dont fit preuve le chancelier devant les caméras de toutes les chaînes de télévision (couplé, il est vrai, avec ses prises de position contre une intervention en Irak) se révéla payant dans les urnes.

A l'opposé, l'indifférence manifestée par George W. Bush face aux désastres de l'ouragan Katrina, lui a coûté fort cher en terme de popularité. Depuis, le chef de la Maison Blanche souque vigoureusement pour remonter le courant et faire enfin preuve de cette «compassion conservatrice» dont il se réclame depuis sa première campagne présidentielle, en 2000. Rien ne dit qu'il y parviendra mais rien ne dit non plus qu'il échouera : Katrina, finalement, a fait moins de 1 300 victimes et non pas 10 000, comme on a pu le craindre sur le coup. Mais, d'un autre côté, le doute sur les qualités de commandant en chef du Président, s'est instillé dans bien des esprits et fait tache d'huile ; les dysfonctionnements constatés à l'occasion de Katrina font penser à l'Irak, à la dérive budgétaire, aux inconvénients du «moins d'Etat».

Quelles peuvent être, dans cette perspective, les conséquences du tremblement de terre du 8 octobre dernier qui a fait plus de 40 000 victimes en ravageant le nord du Pakistan et la partie du Cachemire contrôlée par ce dernier ? Peut-on s'attendre, en particulier, à un renforcement du timide processus de paix amorcé en 2003 par la proclamation d'un cessez-le-feu indo-pakistanaise au Cachemire, suivie en avril dernier par l'entrebâillement de la ligne de démarcation séparant depuis des lustres le Cachemire «indien» du Cachemire «pakistanaise» ?

L'ampleur de la catastrophe ne rend-elle pas dérisoire les irrédentismes en présence qui ont déjà provoqué trois guerres ? L'optimisme a été de mise pendant quelques jours, lorsque l'Inde a offert son aide au Pakistan. On se souvient alors combien l'aide proposée par la Grèce à la Turquie lors du tremblement de terre de 1999 avait été bénéfique aux relations entre les deux pays. On évoqua aussi les effets collatéraux du tsunami de décembre dernier sur la province indonésienne d'Aceh, jusqu'alors cadenassée par l'armée au nom de la lutte contre la guérilla indépendantiste : dépassés par les dégâts et pressés par la communauté internationale, les généraux ont été contraints d'ouvrir (momentanément ?) le territoire et de conclure une trêve avec les milices séparatistes. Le même phénomène a été observé à Ceylan où le pouvoir central a coopéré quelque temps avec la guérilla tamoule pour la distribution de l'aide. Mais ce ne fut là qu'un feu de paille ; cette coopération a aujourd'hui cessé.

En ira-t-il de même en ce qui concerne le Cachemire ? On peut le craindre. Car le Pakistan du général Musharraf, finalement, a limité l'aide indienne à un niveau symbolique tout en évoquant vaguement la possibilité de laisser des équipes civiles indiennes franchir la ligne de démarcation. Alors que sa flotte d'hélicoptères s'est révélée non opérationnelle à 80 %, il a refusé que des hélicoptères indiens acheminent aide et secours dans les montagnes du Cachemire sous contrôle pakistanais, quand son armée ne parvenait que laborieusement à se rendre sur place.

Même refus d'autoriser l'armée indienne à participer aux secours d'urgence. «Pourquoi devrions-nous accepter leurs hélicoptères, s'est ainsi interrogé le directeur de l'Institut des études stratégiques d'Islamabad. Sans avoir l'arrogance de l'Inde qui a refusé toute aide étrangère lors du tsunami, nous ne voulons pas les voir survoler le terrain pour détecter les dégâts causés à nos installations militaires.» L'idée de voir des uniformes indiens au Cachemire «pakistans» n'est manifestement pas politiquement acceptable pour le général-président. Encore moins sans doute pour son armée et ses services secrets, qui arment, protègent et entraînent dans des camps secrets les combattants islamistes pour l'indépendance du Cachemire.

Bien qu'ils aient eux aussi subi de lourdes pertes lors du tremblement de terre (deux de leurs camps auraient été annihilés), ces derniers, déclarés officiellement hors la loi à Islamabad et considérés comme «terroristes» par New Delhi et Washington, sont très actifs dans les opérations de secours. Très actifs lors des premiers secours, ils ont fait savoir qu'ils ne toléreraient pas la présence de l'ennemi indien.

Pratiquant aussi bien l'humanitaire que le sanguinaire, ils entendent ainsi être les principaux, sinon les seuls, «bénéficiaires» d'un tremblement de terre auteur, selon certaines estimations, de plus de deux millions de sans-abri qui vont bientôt devoir affronter les rigueurs de l'hiver.